

Deux expériences pour une même cause : sauver!

Autor(en): **Mathey, René**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Action : Zivilschutz, Bevölkerungsschutz, Kulturgüterschutz =
Protection civile, protection de la population, protection des biens
culturels = Protezione civile, protezione della popolazione,
protezione dei beni culturali**

Band (Jahr): **53 (2006)**

Heft 1

PDF erstellt am: **26.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-370307>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Edito romand

Encore crédible, la Protection de la population?

Oui, si l'on en croit l'organisation qu'a mise en place le canton de Vaud pour remplir ses missions. Oui encore, si l'on tient compte des propos positifs échangés lors de la table ronde du 30 novembre dernier à la RAMA (ville de Lausanne), consacrée au système mis en place par la ville de Lausanne pour que règne une certaine harmonie entre les partenaires. Et que chacun intervienne au bon moment et dans le respect des compétences de l'autre.

Par contre, il est permis de douter, à terme, de la crédibilité du système mis en place par la nouvelle Loi fédérale consacrée à la Protection de la population et singulièrement celle concernant la Protection civile. Pour cette dernière, plusieurs événements montrent, à l'évidence, qu'il est de plus en plus difficile de disposer des hommes (et des femmes) lorsque le besoin s'en fait sentir. La brièveté du temps de servir n'est que l'arbre qui cache la forêt. En effet, s'il est bien de tabler sur des effectifs rajeunis, au second degré on s'aperçoit que c'est précisément dans la tranche d'âge des 20 à 30 ans que les «astreints» (sauf exception confirmant la règle) sont les moins disponibles. C'est le moment des études, de la construction d'une vie sociale et économique, etc. Ce qui impose à tous ces jeunes miliciens une mobilité maximum. De là à penser qu'il sera de plus en plus difficile de former des cadres (et qu'ils exercent dans la durée...), il n'y a qu'un pas. On dira aussi, pour rétablir quelque peu l'équilibre, qu'en cas de problème majeur, chacun répondra présent. Mais on le sait aussi, l'efficacité dans l'intervention demande précisément des troupes formées et entraînées d'autant plus que le maniement des outils devient de plus en plus technique.

Quelle réponse peut-on apporter à cette question? On l'a vu, la Protpop est crédible notamment dans cette phase de construction. Malheureusement, elle n'est pas au même niveau dans chaque canton et l'on manque singulièrement de recul.

Pourtant, il nous apparaît important de se poser la question déjà aujourd'hui. Et dans ce sens, il appartient notamment à l'USPC, appuyée par ses sections, de jouer le leadership en matière de Protection de la population.

René Mathey

CONFÉRENCE-DÉBAT DE L'UGPS

Deux expériences pour une même cause: sauver!

Dans le cadre de ses journées d'information, l'Union genevoise de partenaires de la sécurité (UGPS) a organisé le 11 novembre 2005 à Palexpo, dans le cadre de la 53^e Foire de Genève, une conférence-débat autour du thème des inondations en Suisse et en France en 2005. Plus d'une quarantaine de membres ont fait le déplacement pour écouter deux «philosophies» d'intervention différentes dans des situations presque comparables.



Pascal Gondrand, président de l'UGPS.

RENÉ MATHEY

Le président de l'UGPS, Pascal Gondrand, fait une brève présentation des conférenciers: Pierre Maudet, capitaine et cdt de la compagnie de sauvetage 1/1 qui évoquera l'intervention de sa compagnie en Suisse centrale en août 2005 (Schattdorf, Uri) et le cdt Sébastien Alvarez, chef du Centre de secours principal de Nîmes (Gard) qui mettra l'accent sur les inondations de septembre 2005.

Engagement d'une compagnie de sauvetage

D'entrée de jeu, Pierre Maudet tient à préciser qu'il s'exprime en tant que commandant de compagnie et non comme politicien (!) et qu'il ne s'en tiendra qu'à des considérations militaires. Sa compagnie, alors en exercice du côté d'Epesses GE, reçoit l'ordre de se déplacer dans le canton d'Uri, pour prêter main-forte aux organismes civils. Il précise agir en tant que moyen subsidiaire, tel que le prévoit la protection de la population, soit sur demande des autorités du canton d'Uri.

Ainsi, ce sont quelque 200 hommes et 35 véhicules qui prennent la route. A son arrivée, on s'aperçoit, souligne avec humour Pierre Maudet, que sa compagnie manque d'eau... D'emblée les conditions de travail s'avèrent très difficiles en raison notamment

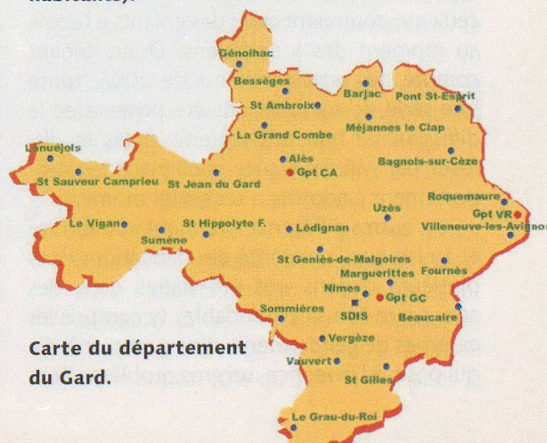
de la dispersion géographique de différentes habitations, ainsi que de la non-praticabilité d'un grand nombre d'axes routiers qui empêchent les secours d'arriver, par exemple, dans quelques villages isolés. Après quelques survols en hélicoptère, il est décidé d'intervenir en premier lieu dans la zone industrielle.

En effet, et ce n'est pas trop rassurant, de grandes quantités de caisses de munitions flottent ici ou là, voire aussi quelques caisses de bière. Il s'agit donc dans un premier temps d'établir un cordon de sécurité et de récupérer ce qui peut l'être encore. Plus loin, on va construire un pont afin de permettre à un troupeau de rejoindre la ferme. En bref, des multitudes de travaux dont la gestion s'avère assez complexe par la multiplication d'envois de petites unités pour parer au plus pressé. Le capitaine Maudet présente aussi un diaporama assez parlant afin d'illustrer ses propos.

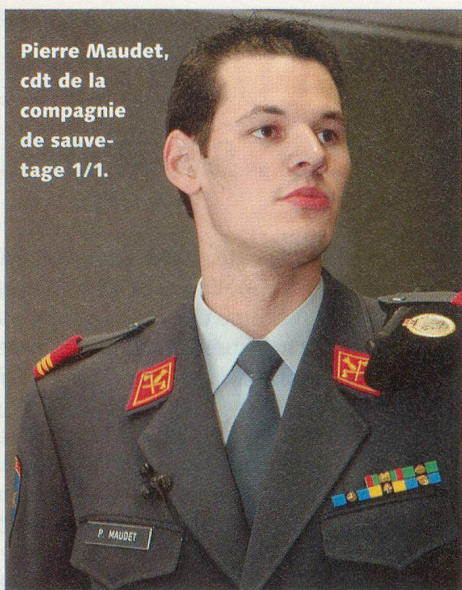
Parmi les enseignements positifs, Pierre Maudet se réjouit de constater que dans ces circonstances, et malgré la fatigue engendrée par des travaux dans des conditions difficiles, voire dangereuses, point n'est besoin de motiver les troupes. D'un autre côté, dans cette



Une vue prise dans une rue de Nîmes (200 000 habitants).



Carte du département du Gard.



Pierre Maudet,
cdt de la
compagnie
de sauvetage 1/1.

partie du pays, la langue est fort différente et cela peut engendrer parfois des incompréhensions qui font perdre un temps précieux. Ce qui l'a étonné, voire surpris, c'est le manque de coordination avec des autorités civiles trop souvent absentes. Il a, par exemple, souligné n'avoir jamais pu rencontrer le président de l'état-major de crise et n'avoir eu que peu de contacts avec d'autres partenaires. Pour lui, la conclusion est claire: seule l'armée est en mesure, de par son système de commandement et de hiérarchie clairement établie, de gérer pareille situation. C'est tout le problème que pose la différence de culture entre civils et militaires. Côté bilan, sa troupe a effectué 17 215 heures, parcouru 23 500 km et essuyé un million de francs de perte en matériel (!).

Les inondations dans le Gard

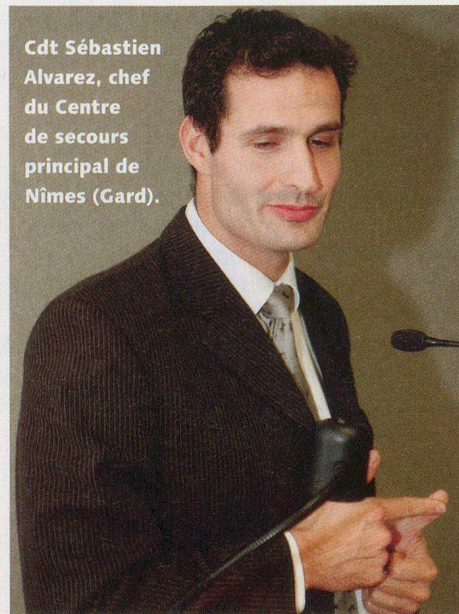
Pour le cdt Alvarez, il y a des différences essentielles entre ce qui s'est passé en Suisse et dans le Gard. Tout d'abord, c'est une situation endémique. Elle se représente chaque année à la même époque. Et malgré l'indiscipline chronique des habitants de cette région, chacun a pris l'habitude à cette saison de se «débrouiller», en rehaussant les meubles, voire en se réfugiant dans les étages supérieurs. Les seules angoisses, nées notamment lors des inondations catastrophiques de 2002, sont celles qui consistent à canaliser les déplacements à risques. Comme par exemple tous ceux qui pourraient avoir des enfants à l'école au moment des inondations. Donc, tenant compte des enseignements de 2002, toute une série de mesures ont été prises avec la diffusion de bulletins d'alerte ciblés et diffusés par Météo France soulignant le comportement à adopter à tel ou tel moment.

Les autres différences tiennent à l'intensité et au fait que la majorité des habitations dans plusieurs régions ont été bâties dans des zones que l'on sait inondables (y compris les casernes de gendarmerie et de pompiers). Ce qui pose, à l'évidence, un gros problème éco-

nomique pour les habitants. Avoir des constructions dans de telles zones équivaut à posséder un bien qui ne vaut rien, ou presque. Afin d'avoir une idée plus précise de ce qui s'est passé, nous reprenons une partie d'un texte prononcé par le cdt Alvarez et figurant sur le site Internet du Centre de sécurité:

«Mardi, 6 septembre, dès 11 heures, motivés par une configuration météo de type «Septembre 2002», l'alerte rouge est annoncée, le centre opérationnel activé en préfecture: tous les services de l'Etat sont mobilisés. Pompiers, gendarmes, agents de l'équipement, en liaison avec les autorités municipales se préparent au pire. C'est un déluge qui s'abat sur le département dès le début de l'après-midi. Le Vidourle, le Vistre, le canal du BRL dépassent rapidement leur cote d'alerte, bientôt suivis par les cadereaux qui convergent sur Nîmes, paralysant la cité en moins de deux heures. En fin d'après-midi, 200 mm d'eau sont tombés; l'autoroute A9, les liaisons Nîmes-Montpellier, Nîmes-Alès coupées, les communes alentour, Saint-Gilles, Sommières, Milhaud, Bernis, Beauvoisin, Aimargues, Boucoiran, Vauvert, Aubord, Bellegarde sont inondées et pour certaines d'entre elles, totalement isolées. En début de soirée, suite aux nombreux conseils de prudence, très peu de personnes osaient s'aventurer sur les routes du Gard, d'autant que la météo prévoyait un redoublement des pluies dans la nuit avec des pics pouvant atteindre 400 mm d'eau dans certains secteurs du département. Le surlendemain, jeudi 8 septembre, le passage de l'alerte depuis la veille en niveau orange laissait penser que le pire était passé; l'heure était au pompage et au nettoyage des secteurs inondés. Alors que le maintien de l'alerte en niveau orange se précise en niveau haut, un nouveau déluge s'abat sur le Gard en début d'après-midi et tard dans la soirée sur des sols déjà gorgés d'eau.

La mobilisation maximale des services de secours et les renforts extérieurs présents



Cdt Sébastien Alvarez,
chef
du Centre
de secours
principal de
Nîmes (Gard).

sur le terrain (colonnes de pompiers, hélicoptères de la sécurité civile basés à Garons), malgré la soudaineté de ce nouvel épisode pluvieux-orageux, ont permis avec efficacité d'assurer les missions d'urgence auxquelles ils ont été à nouveau confrontés. Un danger imminent sur la verrerie du Languedoc à Vergèze menaçait les installations électriques avec arrêt inéluctable des fours en pleine production de plusieurs tonnes de verre en fusion. En effet, progressivement l'eau noyait les installations. Rapidement, nous avons sollicité nos collègues du Vaucluse et des Bouches-du-Rhône, qui nous ont acheminé des matériels de pompage importants afin de stopper cette inondation. Pas moins de 2000 m³ par heure ont été évacués durant près de 48 heures. Notre réactivité a permis de sauver l'outil de production et ainsi de préserver l'emploi de centaines d'agents.

Les flots déferlent sur Nîmes, envahissent les quartiers Richelieu, l'avenue Carnot, l'avenue Pompidou, le cadereau de la route d'Alès: la ville est à nouveau paralysée quelques heures, le spectre de 1988 refait surface. Nombre d'automobilistes, piégés, abandonnent leur véhicule; les pompiers multiplient les interventions; les hôtels et les centres d'hébergement sont pris d'assaut. Consigne est donnée au chef d'établissement depuis la préfecture et les mairies de garder les élèves en sécurité au sein des écoles, collèges et lycées. En petite Camargue, l'eau envahissante isole de nombreuses communes. A nouveau, le trafic SNCF est stoppé, l'autoroute A9 coupée, ainsi que l'A54, la RN 113 et 80 routes départementales.

A la mesure de la catastrophe, et outre les conséquences psychologiques inhérentes à de tels événements, la mobilisation efficace des moyens de secours a permis de limiter l'impact des intempéries à un bilan matériel. Du 6 au 9 septembre, chaque jour plus de 550 sapeurs-pompiers, 5 médecins et 10 infirmiers, appuyés par 7 colonnes extra-départementales ont effectué plus de 1200 interventions diverses: mises en sécurité, sauvetages, hélicoptéages, reconnaissances, évacuations de sinistrés, opérations de pompage et de surveillance des digues. D'importants moyens militaires ont été déployés, avec l'appui des services de sécurité: police, gendarmerie, les services de l'équipement, la Croix-Rouge, les centres d'hébergement: toute une logistique humaine et matérielle a répondu efficacement à l'ampleur de la catastrophe.»

Comme le relève le modérateur de la soirée, Jean-Charles Dédo, même si les situations ne peuvent être comparées, on peut souligner l'importance de deux éléments clés: l'alerte immédiate et la coordination des forces d'intervention. Cette dernière doit faire l'objet, en Suisse, d'un entraînement particulier et constant. Elle passe, notamment et une fois de plus, par une meilleure connaissance des partenaires et un appui avéré et constant des autorités. □